

CONFERENCE DE PRESSE RAPPORT ANNUEL

Ce document doit permettre de présenter de façon synthétique **dans une optique de prise de parole Média** les éléments principaux à disposition de tout porte-parole qui pourrait être interviewé, à l'occasion de la conférence de presse, sur la thématique. Privilégiez les phrases courtes.

Ce document ne prétend pas à l'exhaustivité et ne peut pas permettre d'atteindre un niveau de connaissance d'expert. Chaque personne doit avoir conscience qu'il peut et doit parfois décliner une interview ou une question s'il ne sent pas en maîtrise de la réponse.

THEMATIQUE	
SUJET	ETATS-UNIS

PRINCIPAUX FAITS SUR 2020

- Homicide de George Floyd par un policier en mai 2020 et manifestations massives « Black lives matter » qui ont suivi. Manquements des forces de police américaines lors de ces manifestations pacifiques pour protéger les manifestants et empêcher les violences et cas de violences policières.
- Election présidentielle, victoire de Joe Biden après plusieurs jours d'incertitude et tensions post-électorales (culminant le 6 janvier 2021 avec l'invasion violente du Capitole)
- Examen périodique universel des Etats-Unis au Conseil des droits de l'homme le 9 novembre 2020 – Dégradation des droits humains dans le pays depuis le précédent (communication d'Al à cette occasion : *USA - Rolling Back of Human Rights Obligations.*)
- Guantánamo est entrée dans sa 20^e année d'existence au moment où Joe Biden a prêté serment, le quatrième président en exercice depuis l'ouverture de cette prison.
- Reprise des exécutions fédérales pendant les derniers mois de mandat de Donald Trump : 13 exécutions en 6 mois. Espoir que la nouvelle administration aille vers l'abolition au niveau fédéral (au niveau des états la Virginie vient d'abolir la peine de mort)
- Grand virage de la politique d'immigration américaine début 2021 : mur USA-Mexique gelé, et volonté de régulariser 11 millions de personnes sans-papiers dans le pays

LES TROIS CHIFFRES MARQUANTS SUR 2020 (le cas échéant)

1. **25** états américains ont connu des affrontements entre manifestants et contre-manifestants entre mai et septembre 2020
2. **306** grands électeurs pour Joe Biden lors de la présidentielle de novembre et un changement de fond déjà amorcé en politique étrangère depuis son investiture en janvier 2021 (retour des Etats-Unis au sein du Conseil des droits de l'homme et de l'Accord de Paris, pressions pour la libération de DDH, plus grande fermeté avec l'Arabie Saoudite, sur la situation des Ouïghours, fin des ventes d'armes au Yémen)
3. **40** personnes toujours détenues à Guantánamo

PRINCIPAUX MESSAGES

L'administration Trump a beaucoup contribué à la détérioration de la situation des droits humains aux Etats-Unis et dans le monde entier pendant 4 ans. Néanmoins, les violations des droits humains dans le pays ne datent pas de Donald Trump et il est essentiel que l'administration Biden revienne sur certaines dispositions (droit des femmes, migrants, peine de mort etc) et fasse de l'avancement des droits humains et des libertés une priorité.

RECOMMANDATIONS

Les forces de police américaines doivent revoir leurs pratiques et mettre en place des formations spécialisées sur la manière de faciliter et de protéger l'exercice de la liberté de réunion pacifique en respectant les droits humains, conformément à leurs obligations au regard de la Constitution des États-Unis et des bonnes pratiques de maintien de l'ordre lors des rassemblements.

Le gouvernement fédéral et les autorités responsables de l'application des lois à tous les niveaux doivent réformer les politiques et les pratiques de leurs forces de police pour mieux faciliter l'exercice de la liberté de réunion pacifique et protéger les manifestants des menaces de violences évitables qui se généralisent.

L'administration Biden doit promulguer un décret dans lequel le nouveau gouvernement s'engage à fermer sans plus attendre le centre de détention de Guantánamo. Celui-ci doit abroger le Décret n°13823 en date du 30 janvier 2018, qui ordonne le maintien des activités de détention à Guantánamo.

La diplomatie américaine doit revenir à un rôle de soutien actif aux mécanismes internationaux de défense des droits humains, au premier lieu desquels le Conseil des droits de l'homme.

NE PAS DEPASSER UNE PAGE MERCI !

Pour répondre à une question fréquemment posée : ces fiches doivent servir à la fois à préparer la conférence de presse, et aussi à faciliter le travail des porte-paroles (en particulier Cécile, mais pas seulement) qui seront sollicités dans la séquence médiatique de sortie du rapport.